

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs**, en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité** : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain**, nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 19

LISTE DU



MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

SARTHE

Albert Blanchet

(53 ans, conducteur de travaux aux PTT)

Espérant une politique conforme à leurs intérêts, 50,70 % des Sarthois ont voté pour F. Mitterrand en 1981.

CINQ ANS APRÈS 1981, OÙ EN EST-ON ?

Près de 30 000 demandeurs d'emploi officiellement dans le département. Un nombre croissant de ces chômeurs sans logement, alors que plus de 1 000 logements sociaux sont inoccupés.

12 700 jeunes TUC qui doivent vivre avec 1 200 F par mois, sans garanties.

Les travailleurs du département connaissent déjà la flexibilité, comme à la Cebal, à La Flèche, où le travail de week-end vient d'être instauré ; au Tabac-Reconstitué à Spay, où le chômage prévisionnel met le personnel à la disposition constante de l'entreprise même s'il est en congé ; au centre de tri des PTT du Mans avec la tentative d'instituer des horaires modulaires.

Des cantons entiers sont menacés de désertification industrielle, comme à Ballon où la destruction récente du cubilot de la fonderie d'Antoigne montre le mépris du gouvernement à l'égard de la résistance acharnée des travailleurs, de leurs organisations, de toute la population pour sauver les emplois.

Dans des dizaines d'entreprises, y compris à la RNUR, le patronat peut s'appuyer sur la politique gouvernementale pour multiplier les licenciements.

Les ministres successifs de la Santé, du PCF puis du PS, ont mis en place le « budget global » qu'ils condamnaient avant 1981. Conséquences : 150 lits supprimés à l'hôpital du Mans, menace de fermeture de la chirurgie et de la maternité à l'hôpital de Château-du-Loir, par exemple.

En 1981, le PS écrivait : *« Chaque village pourra sauver ses classes, chaque collège retrouver les postes qui lui sont nécessaires. »*

Depuis : 110 classes en moins dans les écoles de la Sarthe ! Pour la rentrée 1986, il est prévu de retirer 28 postes d'instituteurs et 28 postes de professeurs de collège.

Au Mans, le conseil municipal a augmenté de 412 % les crédits aux écoles privées depuis 1981 et de 47 % ceux des écoles publiques ! Voilà le résultat du refus des députés PS-PCF d'abroger les lois antilaïques.

ALORS, QUELLE ISSUE ?

Ce n'est pas avec une politique de droite que l'on peut battre la droite !

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR ALBERT BLANCHET

Imp PIE 75

Vu les candidats

Albert BLANCHET, 53 ans, conducteur de travaux aux PTT • **Gérard DÉSILES**, 38 ans, directeur d'école • **Annie LÉPICIER**, 33 ans, secrétaire médicale • **André BESSON**, 55 ans, magasinier, demandeur d'emploi • **Philippe JOULAIN**, 37 ans, instituteur spécialisé • **Alain JUIGNET**, 36 ans, personnel technique d'université • **Denis MOUCHEL**, 32 ans, employé d'assurances.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.